

La campagne dans tous ses états

**Fracture rurale
Facture agricole**

*Mémoire
présenté par*

Le Comité des Citoyens de Lacolle

Appuyé par le Comité des Citoyens de Saint-Bernard-de-Lacolle

à la
**Commission sur l'avenir de l'agriculture
et de l'agroalimentaire québécois**

le 18 avril 2007

Table des matières

Présentation	2
Introduction : Rien ne va plus dans nos campagnes!	3
Problématique : situer le débat	4
Occupation du territoire	5
Doléances des habitants ruraux	5
NOUS VOULONS	6
Sécurité alimentaire et santé	7
NOUS VOULONS	10
Agriculture familiale en péril	10
Les subventions	11
La biotechnologie	11
Loi de protection du territoire agricole	12
NOUS VOULONS	13
Le monopole de l'UPA	16
NOUS VOULONS	16
Protection de l'environnement	16
NOUS VOULONS	18
Conclusion	19
Annexe A	20
Annexes B, C, D, E, F, G, H	documents joints

PRÉSENTATION

Le Comité des Citoyens de Lacolle est né, il y a plus de dix ans, d'une préoccupation commune des habitants de notre communauté, préoccupation pour nos droits de citoyens, notre environnement, notre milieu de vie. Nous avons été particulièrement actifs dans tous les dossiers touchant notre environnement. Nous nous sommes opposés avec détermination à tout ce qui pouvait le mettre en péril, qu'il soit de nature industrielle, agricole ou domestique. Nous tenons à souligner que près de la moitié de notre C.A. est composé d'agriculteurs actifs ou à la retraite. Ce mémoire est issu d'une réflexion commune et des suggestions de tous.

Nous sommes des citoyens conscients que manger n'est pas un geste banal mais un geste qui a des répercussions profondes sur la production, l'environnement et la santé non seulement de notre population québécoise mais aussi sur celles des peuples de toute la planète.

Nous tenons aussi à souligner que la nourriture, avant d'être une marchandise, est une nécessité vitale et un bien commun; et que l'agriculture, avant d'être un métier, est, depuis la sédentarisation des tribus nomades il y a des millénaires, une pratique exercée par la communauté pour nourrir ses membres.

À l'instar des très nombreux comités de citoyens de tout le Québec, nous venons ici réitérer, une fois de plus, les positions et opinions de nos citoyens, pourtant clamées haut et fort depuis plus de dix ans, tant lors des commissions du BAPE (eau, production porcine, etc.) que lors de manifestations publiques ou à travers les nombreux groupes de défense de l'environnement et de l'agriculture familiale qui ont vu le jour pendant la dernière décennie¹.

Les citoyens et les différents organismes de protection de l'environnement et de la Santé constatent que, si l'on consent rarement à les entendre, (par exemple, le Ministère de la Santé a refusé de rencontrer la Dre Léger du comité environnement du Collège québécois des médecins de famille)², on ne les écoute

¹ Équiterre, UQCN, RNCREQ, Amis de la Terre, Eau Secours, Fondation Rivières, Aux Arbres Citoyens, Action Boréale, la Coalition citoyenne, Alliance COMMUN EAU TERRE avec les autochtones, Québec VERT Kyoto, Sierra Club, Coalition du Haut-St-Laurent, l'Autre monde rural, etc..la liste est très longue!

² Denise Proulx « Porcherie industrielle : Des médecins tirent la sonnette d'alarme ». Article paru dans L'Actualité médicale, édition du 28 février 2007.

jamais et que les gens **qu'ils élisent et qu'ils paient** ne font pas le travail qu'on leur demande de faire !!! Notre insatisfaction en Montérégie s'est bien affichée lors des deux dernières élections où les citoyens ont changé chaque fois pour un autre parti espérant qu'enfin ceux qu'ils emploient exécutent ce que la population décide, ce qui est la définition même de la démocratie

Nous considérons que la Commission doit évaluer la place de l'agriculture dans la ruralité et non le contraire. L'agriculture est la base d'une communauté **si et seulement si** elle sert à la nourrir; elle est alors à l'échelle des besoins de cette communauté et est en équilibre avec l'environnement physique et social. Ce n'est plus le cas de l'agriculture au Québec et c'est une des causes du déclin des fermes familiales.

Nous sommes étonnés qu'il n'y ait pas de tables rondes sur la biosécurité et la santé De plus nous considérons comme inéquitable que lors de certaines tables rondes comme celle sur l'environnement, le milieu environnementaliste soit sous représenté par rapport aux agriculteurs et que les citoyens non agriculteurs ne le soient PAS DU TOUT! Des organismes bien connus existent pourtant (Solidarité rurale, Fédération des municipalités du Québec, etc...) Soulignons de plus l'absence des organismes de protection de la Santé publique!

Nous joignons en annexe le mémoire de notre comité présenté devant la *Commission sur le développement durable de la production porcine au Québec*, ceux d'agriculteurs sur la ferme familiale en péril, et de citoyens professionnels de la santé.

INTRODUCTION

Rien ne va plus dans nos campagnes!

Le développement de l'agriculture industrielle destinée à l'exportation et occupant de plus en plus le territoire agricole au détriment des fermes familiales, ainsi que le développement sauvage de l'industrie porcine, industrie dont les objectifs fixés pour 2005 étaient déjà atteints en 2002, a eu l'effet d'un raz -de-marée dans nos campagnes.

À noter : une pétition des médecins contre les porcheries industrielles circule actuellement et a recueilli déjà la signature de plus de 200 médecins de famille du Québec.

Pieds et poings liés par les lois 23, 184 et 54 qui accordent une impunité tout azimut aux industriels agricoles, les citoyens frustrés et en colère se battent avec fureur pour sauver leurs communautés rurales et leur environnement, ou ce qu'il en reste dans beaucoup de cas.

À l'instar de leurs concitoyens, les agriculteurs aussi sont frustrés et en colère, aux prises avec une grave crise économique et sociale de l'agriculture.

Que se passe-t-il dans nos campagnes pour que tout le monde rural, agriculteurs et non agriculteurs, soit mécontent et réclame à grands cris des changements dans le domaine agricole? À qui le modèle actuel d'agriculture profite-t-il, puisque l'ensemble du monde rural y perd ?

Pourquoi le gouvernement maintient-il ces politiques si controversées devant le tollé de protestations depuis 10 ans, tant de la part des citoyens, des organismes environnementaux que des organismes de santé publique et autres associations médicales, et devant les récriminations des fermes familiales contre les politiques agricoles qui les désavantagent?

Malgré les récriminations d'agriculteurs contre UPA qui à leurs yeux est devenue le valet de l'industrie plutôt que l'organisme qui avait été créé à l'origine pour les représenter, pourquoi ce gouvernement refuse-t-il aux agriculteurs, entre autres, le droit fondamental dans une démocratie de se doter d'autres syndicats plus à leur image?

Pourquoi a-t-il enlevé le droit aux habitants ruraux de décider avec leurs concitoyens agriculteurs et l'ensemble du monde rural de ce qu'ils veulent chez eux?

En brisant l'interdépendance agriculteur producteur / citoyen consommateur, c'est la cohésion de nos communautés que l'on a détruite.

PROBLÉMATIQUE

Il est important de bien situer le débat. Il est clair que le problème de l'agriculture dans la ruralité québécoise n'est pas au niveau de la vision pro agricole versus la vision anti-agricole mais bien au niveau de la vision agricole versus la vision industrielle.

En effet, les récriminations des habitants ruraux sont récentes et ont commencé avec l'industrialisation de l'agriculture et l'expansion sauvage de l'industrie porcine. Elles ne sont pas le fait uniquement des gens de la ville qui arrivent à la campagne comme le prétend l'UPA qui fait passer tous les habitants ruraux comme des gens de la ville quand ils protestent, comme s'il n'y avait

personne d'autre à la campagne que les gens de la ville ! À croire que nos campagnes étaient vides avant qu'ils arrivent!

Dans notre communauté, les citoyens, agriculteurs et autres habitants ruraux, ont vécu dans une bonne harmonie. La population acceptait tout naturellement le rôle important de l'agriculture dans notre milieu et travaillait de concert avec les agriculteurs pour gérer les changements reliés à l'évolution de l'agriculture.

2% cultivable

La zone la plus habitée du Québec contient la majorité des territoires agricoles. Si les Québécois se sont installés au Sud du Québec, c'est justement parce que c'est de ces terres dont ils pouvaient tirer leur subsistance !

Maintenant que notre agriculture ne sert plus majoritairement à nous nourrir (nous importons près de la moitié de nos denrées) et qu'elle n'a plus besoin de nous pour vendre ses produits, elle cherche à prendre tout ce territoire aux seules fins d'exploitation et d'exportation, produisant nombres d'effets pervers.

Nous sommes en colère de subir les effets néfastes de cette industrie d'exportation dont nous ne sommes même pas les bénéficiaires!

Nous considérons anti-démocratique d'être privés de notre droit fondamental de nous défendre contre les pratiques les plus abusives de cette agriculture industrielle. Le gouvernement, poussé par l'industrie et le fort lobby de l'UPA, a laissé peu de pouvoir aux élus municipaux et régionaux en ce qui concerne la protection de l'environnement (air, eau, forêts, etc.) dont est tributaire la santé de leurs populations. Et quand ces élus exercent le peu de pouvoir qu'on leur a laissé, notamment dans le cas de la MRC de Kamouraska qui a fait un RCI basé sur un consensus après une année complète d'études, le gouvernement veut renverser leur décision!

Pourtant le gouvernement libéral, au temps où il formait l'opposition, affirmait que : **« Le Parti libéral du Québec n'a pas l'intention de se comporter comme le gouvernement péquiste qui, avec l'arrogance qu'on lui connaît, prétend savoir mieux que les citoyens ce qui est bon pour eux »**

Mais où s'en va la démocratie ? Nous sommes vraiment inquiets!!

Nous sommes inquiets de constater que le tissu social de notre communauté se désagrège, de n'avoir plus accès aux produits directement de la ferme, ni aucune information et aucun contrôle sur la nourriture offerte par les chaînes

d'alimentation (sauf pour l'ASC (agriculture soutenu par la communauté), c'est-à-dire le réseau de distribution de paniers de denrées directement de la ferme).

Nos enfants doivent s'exiler pour trouver du travail, ne pouvant ni reprendre la ferme familiale, faute de programmes d'aide à la relève, ni trouver du travail à proximité, ni se loger, tellement la Commission sur la protection du territoire agricole restreint même la possibilité de garder nos enfants dans nos communautés! Ce phénomène a par ailleurs un effet pervers sur la fiscalité des milieux ruraux. Étant donné que l'augmentation du nombre de contribuables est très faible par rapport à l'augmentation des coûts reliés aux charges de plus en plus grandes des municipalités, les habitants ruraux voient leurs comptes de taxes augmenter de façon démesurée.³

Soutenue par une politique abusive et complice du pollueur, par un syndicat fort dont les ramifications infiltrent tout le réseau des organismes municipaux et a peuplé beaucoup d'organismes de gestion environnementale, l'industrie agricole tient toute une population en otage.

ON A CRÉÉ AU QUÉBEC UN APARTHEID AGRICOLE.

Le "Right to farm Act" du Michigan sur lequel on a calqué la loi sur le droit de produire de 2001 du Québec, stipule que ce droit à l'impunité ne s'applique qu'à des pratiques « normales ». Or on a omis cette directive dans la loi québécoise, ce qui a pour conséquence de priver les citoyens de tout recours, même contre les pires abus agricoles.

NOUS VOULONS:

Que la loi 184 soit abrogée pour retirer l'impunité à l'agriculture industrielle.

L'agriculture ne répond plus aux demandes des citoyens, ne nourrit plus sa population, mais répond à une économie de marché et à une stratégie mondiale de production. « Nourrir le monde », ce beau slogan qu'on a utilisé pour asservir la noble intention des agriculteurs à la cupidité des multinationales agrochimiques, n'est qu'un prétexte au dumping néfaste pour les populations des pays du Sud, comme le souligne M. Mamadou Goïta de l'Association COPAGEN au Mali : « Le

³ Article paru dans le Journal régional « Le coup d'œil », édition du 17 mars 2007

dumping ne respecte ni la population, ni son patrimoine génétique, ni ses habitudes alimentaires, ni ses agriculteurs (au Mali 80% de la population vit de l'agriculture), ni son autonomie. »⁴

Sécurité alimentaire et santé

Nous sommes ce que nous mangeons, selon le dicton bien connu. De plus en plus, l'impact de notre alimentation sur notre santé devient apparent et nous interpelle. La reconnaissance par les autorités de la nocivité des gras « trans. » marque le premier pas entrepris afin que les aliments censés nous maintenir en santé n'aient pas l'effet contraire. Mais les gras « trans. » ne sont que la pointe de l'iceberg, selon de nombreux chercheurs.

L'industrialisation de l'agriculture, l'ouverture des marchés et la prise des marchés québécois par des chaînes de distribution étrangères ont contribué à éloigner l'agriculteur et l'agriculture des consommateurs. Comme le souligne Équiterre, la distribution alimentaire, de la production à la transformation, répond aux exigences de la rémunération des actionnaires. Il ne faut donc pas s'étonner que cela produise des effets pervers.

« La terre pourrait fournir de quoi répondre aux besoins de l'humanité; elle commence cependant à montrer des signes qu'elle n'a pas la capacité de satisfaire ses caprices, lesquels sont savamment entretenus et multipliés par ceux qui tirent profit du commerce qu'ils en font »⁵

Quand nous achetions notre lait, nos œufs, nos fruits et légumes à la ferme ou aux marchés locaux, nous savions ce que nous mangions. Et les fermiers étaient directement redevables de la qualité de leur produit et de l'impact de leurs méthodes de culture sur l'environnement des voisins qu'ils approvisionnaient!

À l'heure actuelle, nous ne savons plus ce que nous mangeons; les populations à qui le Québec exporte ses denrées non plus d'ailleurs. C'est nous qui voyons les méthodes de production des denrées qui leur sont exportées et qui subissons leur impact sur notre environnement! Et l'inverse est aussi vrai! Si on fait ça chez nous, que dire des méthodes de production d'aliments que nous importons de pays où n'existe aucune politique en matière d'agriculture et d'environnement et où

⁴ Colloque De la sécurité à la souveraineté alimentaire, chaire de recherche du Canada en éducation relative à l'environnement UQAM, mars 2007.

⁵ Serge Mongeau, *Écosophie ou la sagesse de la nature*, Montréal, Écosociété, 1994, p. 87.

l'information et le droit de parole des populations qui en subissent les impacts néfastes est encore plus restreint que le nôtre?

Citons en exemple les immenses plantations d'eucalyptus que des multinationales ont établies au Brésil et que la population nomme : « déserts verts », parce que ces plantes, requérant énormément d'eau, ont asséché les nappes phréatiques, laissant des villages entiers en pénurie d'eau ! Ou encore les maladies fréquentes des travailleurs agricoles exposés sans protection aux pesticides utilisés pour produire nos aliments. Il est allégué que les compagnies agrochimiques font du dumping dans les pays du sud des produits périmés. Et quoi d'autre encore que nous ignorions?

Les méthodes de culture, les technologies qui dénaturent les plantes (OGM, Bt, Round-Up ready, etc.), les semences « terminator » (produisant des plants dont les semences seront stériles, obligeant les agriculteurs à racheter des semences tous les ans, sapant ainsi notre autonomie), l'utilisation de pesticides, d'engrais, d'hormones de croissance, les procédés de transformation et de conservation (irradiation, additifs, etc.) inquiètent de plus en plus.

LE LIEN DE CONFIANCE EST ROMPU

Les preuves de dommage à la santé des consommateurs de différents produits dénaturés commencent à apparaître en dépit de l'industrie et de nos gouvernements qui ont tout fait pour cacher les faits.

De nombreuses mises en garde ont été émises à travers le monde et par l'OMS au sujet des effets sur la santé des élevages intensifs et des pratiques impliquées dans ces élevages (Annexe A).

Au Québec, le Dr Benoît Gingras, conseiller scientifique au Ministère de la Santé et des services sociaux, a démissionné de son poste, excédé par le recul du gouvernement en matière de protection de l'environnement, et affirmait, dans un article publié dans l'Actualité médicale du 15 mars 2006: « La santé publique n'est plus une priorité gouvernementale » (Annexe B).

Actuellement, une pétition qui demande de stopper l'expansion de l'industrie porcine au Québec circule dans le milieu médical et a déjà été signée par quelques centaines de médecins. Rappelons que le ministre de la Santé a refusé de rencontrer la Dre Léger, membre du comité environnement du Collège québécois des médecins de famille, qui fait circuler cette pétition en collaboration avec les médecins de la Montérégie⁶

⁶ Porcheries industrielles : Des médecins tirent la sonnette d'alarme ! L'Actualité médicale, édition du 28 février 2007.

En novembre 2002, l'approbation par Santé Canada de médicaments destinés aux animaux était dénoncée par deux groupes de citoyens et d'agriculteurs soutenus par quatre scientifiques de Santé Canada. Un de ces médicaments, la Tylosine, un produit banni en Europe, pourrait, selon eux, causer une résistance aux antibiotiques. Les scientifiques de Santé Canada ont affirmé avoir subi des représailles suite à leur dénonciation (Radio Canada, le 19 novembre 2002) Un de ces scientifiques, le Dr, Shiv Chopra, a continué à dénoncer les errances de Santé Canada lors de plusieurs conférences. Son livre « *Corrupt to the core, memoirs of a whistle blower* » sera publié sous peu.

Le secret le mieux gardé aura été celui des **OGM**, parce que les études scientifiques des compagnies produisant ces OGM sont considérées comme des **secrets commerciaux!**

Il faut préciser ici que Santé Canada ne fait aucune étude pour vérifier l'innocuité des substances qu'elle autorise, elle se contente de juger de la validité des études (alléguées objectives) faites par les compagnies qui promouvoient l'acceptation de leur produit par Santé Canada!

L'accès aux études dont les compagnies se servent pour clamer l'innocuité des OGM a été refusée même aux scientifiques de la Royal Society of Canada, à qui le gouvernement avait pourtant demandé de statuer sur la sécurité des OGM!

Or la validité des conclusions d'une recherche repose sur la possibilité de reproduire les résultats!

Le rapport de cette société de scientifiques a invalidé toute la politique canadienne qui est basée sur la présomption qu'une plante génétiquement modifiée ne présente pas plus de risque que la même plante non génétiquement modifiée. On ne peut présumer de l'innocuité d'une substance sans études, en se basant sur cette présomption!

La section allemande de Green Peace a obtenu de son gouvernement, grâce à la loi de l'accès à l'information, les documents de l'étude de Monsanto sur le maïs transgénique BT. Une chaire de recherche d'une université italienne a reproduit une expérience OGM et a découvert que l'aliment transgénique affecte le foie, les reins et le sang des rats qui le mangent. Par ailleurs, il existe trois études britanniques ayant conclu que les OGM ne sont pas sans danger.

NOUS VOULONS :

L'étiquetage obligatoire des aliments :

Leur provenance,

Identifier les produits du Québec

Leur contenu

Les méthodes de conservation (additifs, irradiation, etc.)

La présence d'OGM

Bien que l'industrie ait prétexté que les coûts d'un tel étiquetage seraient élevés, une coalition, citant une étude du ministère de l'Agriculture, a affirmé récemment le contraire comme le rapporte un article de La Presse⁷. De toute façon ces coûts diminueraient de très peu les profits faramineux des multinationales de l'agro-alimentaire!

Notre agriculture familiale traditionnelle en péril

Nos concitoyens agriculteurs aussi vivent une crise, croulant sous les dettes et les charges. Ils doivent produire de plus en plus de rendement pour de moins en moins de revenus. Devant l'impossibilité financière de leurs enfants d'acquérir leurs terres, ils se voient souvent dans l'obligation de vendre à des industriels. Ceux-ci, avec la complicité d'agents d'immeubles, revendront la maison souvent presque aussi cher que le prix de la terre, souvent à des « gens de la ville » à qui ils sont redevables que la terre ne leur coûte presque rien mais qu'ils mépriseront tout de même si ceux-ci osent revendiquer le moindre regard sur ce qui se passe autour de chez eux!

⁷ Le coût de l'étiquetage des OGM serait surestimé Article paru dans La Presse, édition du 18 mars 2007

Les subventions

La plupart des fermes familiales de nos communautés ne reçoivent que très peu de la masse des subventions du MAPAQ. Dans leur mémoire « PME agricole en péril » des agriculteurs constatent que les programmes d'aide jadis mis en place pour supporter l'agriculture et garantir un revenu décent à l'agriculteur « ... étaient un support intéressant pour les PME, tant et aussi longtemps qu'ils ont été utilisés par des agriculteurs; cependant ils deviennent inefficaces et nuisibles lorsqu'ils sont offerts aux entreprises de grande taille »⁸. Depuis que le gouvernement libéral, il y a vingt ans, a permis l'accès des industriels agricoles à l'assurance-stabilisation du revenu agricole (ASRA) (censée assurer un revenu décent aux familles agricoles), des sommes faramineuses (en moyenne 96 MILLIONS par an depuis 10 ans) ont été englouties pour soutenir surtout la production porcine qui est sans cesse déficitaire; ceci a été dénoncé récemment par plusieurs chercheurs et observateurs de l'industrie dans un article paru dans l'édition du 23 mars 2007 de la Presse⁹. Annexe C

Dans le même mémoire, nos concitoyens agriculteurs dénoncent le fait que « l'économie d'échelle des grandes entreprises qui ont déjà des revenus importants provenant de toute la chaîne de production (meuneries, abattoirs, distribution, exportation, etc.) crée une compétition déloyale. Il n'y a plus d'équité. Les petits producteurs sont encore une fois pris en otage. Leur production est contrôlée par ces grandes entreprises »¹⁰.

Alors que la demande pour le biologique augmente (les producteurs de lait bio affirment ne pas pouvoir répondre à la demande¹¹), la production d'aliments bio, faute de programme de soutien n'augmente pas. Paradoxalement nous produisons presque trois fois plus de porcs que ce que nous mangeons, et l'on engloutit des centaines de millions par année depuis des décennies pour soutenir une industrie qui périclité d'année en année.

L'agriculture biologique, elle, reçoit du MAPAQ UN SEUL MILLION !!!

Quant à la **biotechnologie**, OGM, etc. présentée à nos agriculteurs comme la solution à tous leurs problèmes, elle constitue, selon nous et selon de très nombreux pays, une appropriation de tous les mécanismes bâtis depuis des siècles par des

⁸ Tinant, Jean-Louis et Patenaude, Robert « *La PME agricole en péril ?* » Mémoire présenté devant la Commission sur le développement durable de la production porcine au Québec p3

⁹ Crise du porc: les subventions au banc des accusés La Presse, édition du 27 mars 2007.

¹⁰ Tinant, Jean-Louis et Patenaude, Robert « *La PME agricole en péril ?* » Mémoire présenté devant la Commission sur le développement durable de la production porcine au Québec. p.3

¹¹ « Organic milk producers cannot meet demand » Article paru dans le journal AgriVallée, Édition du 14 mars 2007

dizaines de générations de communautés assurant leur subsistance par la culture et l'élevage et une appropriation privée des ressources génétiques des pays, incluant le nôtre. Rappelons le combat de cet agriculteur de la Saskatchewan, perdu contre Monsanto, dont le champ a été pollinisé par les plants OGM de son voisin et à qui Monsanto réclamait des redevances pour possession de culture dont le brevet appartenait à Monsanto !!! Il n'est plus possible actuellement de cultiver certaines céréales comme le canola autre que OGM dans l'Ouest du Canada. Voulons-nous que cela arrive au Québec?

Nous tenons à faire remarquer que les élevages intensifs ne doivent pas être considérés comme de l'agriculture mais comme des technologies puisque, selon l'aveu même des promoteurs, sans l'aide de ces mesures (sanitaires, médicamenteuses, etc.) les animaux élevés dans ces complexes industriels ne peuvent survivre. Ces élevages sont d'ailleurs nommés en anglais « Concentrated animal feeding operations » CAFO'S, illustrant éloquemment le peu de rapport avec l'agriculture.

À l'instar d'André Chenail, l'ancien député de notre comté d'Huntington qui, déjà en 2001, avait demandé au nom de ces électeurs un moratoire sur l'industrie porcine¹², nous affirmons que la production porcine industrielle, ce n'est pas de l'agriculture!

Loi de protection du territoire agricole

Depuis sa mise en vigueur, la *loi sur la protection du territoire agricole et des activités agricoles* et les règlements associés ont préservé adéquatement l'intégrité territoriale de la zone agricole.

Mais elle n'a pas préservé la ferme traditionnelle familiale ni les méthodes traditionnelles d'agriculture que les Québécois privilégient et défendent depuis toujours. Ce fut jadis un des enjeux majeurs de la Rébellion des Patriotes de 1837, où les marchands, britanniques surtout, voulaient « améliorer » l'agriculture en en faisant une agriculture capitaliste produisant beaucoup de surplus destinés à l'exportation, une agriculture fondée sur la liquidation des paysans en tant que classe et leur avilissement au rang de serviteurs.¹³

Deux siècles plus tard, la population du Québec se soulève encore contre une nouvelle poussée d'industrialisation de l'agriculture, basée encore sur une

¹² Lettre du député André Chenail du 26 mars 2001, dans laquelle ce dernier, au nom des citoyens qu'il représente, demandait l'imposition d'un moratoire provincial sur l'industrie à porcine, à M. Maxime Arseneau, ministre de L'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation,

¹³ Greer, Alan. *Habitants et Patriotes*, Boréal, 1997.

logique capitaliste d'exportation et menée encore par des marchands, les intégrateurs, qui ne sont pas agriculteurs mais meuniers pour la majorité, et qui avilissent les agriculteurs en les reléguant au rang de simples employés sur leur propre terre »! ¹⁴

La loi sur la protection du territoire agricole et des activités agricoles a eu l'effet imprévu de changer la donne sur le comment et par qui se fait l'agriculture et à qui le produit de l'agriculture est acheminé. Les fermes familiales traditionnelles sont de moins en moins capables de survivre dans ce régime industriel. Elles sont rachetées par les gros producteurs aux pratiques agro-industrielles utilisant de l'équipement mécanisé nécessitant de moins en moins de main d'œuvre. L'imposition de quotas a accentué le contrôle de l'agriculture par un petit nombre, les « magnats » de l'exportation détournent les activités agricoles québécoises vers les marchés internationaux, faisant dévier l'agriculture de sa fonction inhérente, celle de d'abord nourrir la population qui habite sur son territoire. ¹⁵

Nous refusons que l'argent des Québécois serve à subventionner l'exportation, Arrêtons de subventionner le volume et la monoculture !

Nous ne voulons pas que nos campagnes continuent d'être transformées en parcs industriels par cette agriculture, pas plus que par d'autres types d'industries

NOUS VOULONS :

-Une révision de la loi de protection du territoire agricole afin qu'elle protège le territoire agricole tout en facilitant l'établissement de la relève et qui laisse de la place à l'établissement des enfants des habitants ruraux. Cette révision doit par contre arrêter les morcellements au profit des intégrateurs de l'industrie porcine. La loi doit favoriser l'homogénéité du territoire et favoriser la communauté, non les industriels de l'extérieur.

¹⁴ Requête du comité des citoyens de Lacolle auprès du ministre de l'environnement M »Thomas Mulcair présenté lors d'une audience avec le ministre à Québec en mars 2004

¹⁵ ibid

Que la production sous intégration soit découragée et remplacée par la production en coopération, coopératives locales détenues par les agriculteurs et les habitants ruraux de la communauté

- Que l'argent qui sort de nos poches serve à soutenir ce qui nourrit sainement notre communauté et à préserver les éléments fondamentaux nécessaires à notre survie, soit boire de l'eau pure, respirer de l'air sain, vivre dans un environnement propice à notre santé physique et sociale et à la santé de la faune et de la flore qui nous nourrissent et avec lesquelles nous cohabitons dans un écosystème, celui du bassin versant de la rivière Richelieu.

L'autosuffisance et la souveraineté alimentaire!

Depuis le sommet de l'Alimentation en 1996, le concept de souveraineté alimentaire a fait du chemin. Des pays comme le Mali et le Venezuela l'ont même traduit dans des lois nationales.

- Nous voulons manger le plus possible des produits de chez nous, dont nous pouvons nous assurer de la provenance et du mode de production.

- Promouvoir et soutenir **l'agriculture familiale**, que celle-ci soit à temps plein ou partiel, celle qui nourrit sa communauté et pratique une agriculture **diversifiée** et **respectueuse de l'environnement**, ce qui est loin d'être pratique courante actuellement dans l'industrie agricole, contrairement à ce que celle-ci affirme¹⁶.

- Encourager cette transition de la production industrielle vers l'agriculture familiale. M. Éric Grenon, chercheur associé à l'Institut économique de Montréal, propose de remplacer le système actuel (Assurance stabilisation) pour la production porcine sans cesse déficitaire par une aide de transition sur quelques années pour aider les producteurs à s'adapter à la crise¹⁷.

¹⁶ Nous avons mis sur le bureau du ministre Thomas Mulcair, rencontré à deux reprises, des centaines de photos illustrant le non-respect de l'environnement et des règles minimales du MNEV.

¹⁷ *Crise du porc: les subventions au banc des accusés*. La Presse, édition du 27 Mars 2007

- Contrer la compétition des marchés extérieurs (États-Unis entre autres).
- Instaurer un plan de protectionnisme pour les productions menacées (les États-Unis le font).
- Aider à la formation de Coopératives d'alimentation locales.
- Promouvoir et soutenir les Produits du terroir, tout en surveillant que ces productions restent artisanales et à échelle humaine.
- Promouvoir la transformation **locale, à l'échelle de la communauté**, car c'est la transformation qui rapporte le plus en agriculture et qui bénéficie le plus à la communauté.
- Rétablir la collaboration producteur-consommateur.

La popularité croissante de l'agriculture soutenue par la communauté (ASC) est la meilleure preuve que ce lien favorise à la fois le citoyen qui mange des produits très frais dont il connaît la provenance et le mode de production et l'agriculteur qui obtient un prix plus que décent pour son produit et le met à l'abri des fluctuations du marché et des politiques du MAPAQ et des frais et contrôle abusifs du système et de l'UPA

De surcroît, cet approvisionnement local ou régional contribue à diminuer la production des gaz à effets de serre en évitant que les aliments parcourent des milliers de kilomètres depuis leur lieu de production jusqu'au lieu de leur consommation.

Une incitation à l'agriculture biologique

- De l'aide pour le transfert à l'agriculture biologique. Selon un sondage d'Équiterre, 81% des personnes interrogées sont favorables à une aide gouvernementale pour les agriculteurs biologiques!
- Que les productions biologiques soient exclues des contingentements (quotas).
- Protéger le biologique des pressions des industriels qui tentent d'obtenir un assouplissement des règles de certification bio afin de minimiser leur coût et maximiser leur profit ce qui finirait par dénaturer le bio, Rappelons nous que c'est comme ça que l'agriculture traditionnelle, nécessairement bio à son origine est devenue chimique et OGM. Il devient urgent que les organismes de certification bio cesse de retarder la mise en application de l'orientation prise il y a longtemps d'interdire le lisier de porc industriel en agriculture bio. Certains organismes l'appliquent déjà.

MONOPOLE DE L'UPA

Les petits producteurs ont peu de voix à l'UPA face aux gros producteurs. La grogne contre l'UPA s'intensifie. Les producteurs de fermes familiales se plaignent qu'à l'UPA les négociations se font par les gros et pour les gros qui prennent les petits en otage. De plus, l'UPA se sert ensuite du mécontentement des petits que ces négociations désavantagent pour réclamer plus de subventions qui iront encore une fois en grande partie aux gros!

Au Québec il n'existe pas d'alternative au monopole syndical de l'UPA, laissant les petits producteurs sans recours.

NOUS VOULONS :

- Que le gouvernement reconnaisse le droit aux agriculteurs de se doter d'autres syndicats et mette fin au monopole de l'UPA.
- Que l'administration de la Financière agricole soit retirée à l'UPA qui est à cet effet en conflit d'intérêt

Protection de l'Environnement

L'industrialisation de l'agriculture et sa logique de maximisation des profits ont mené à la surexploitation de tous les écosystèmes terrestres. On constate de plus en plus l'importance des impacts de l'agriculture industrielle sur le milieu environnant : l'environnement, la société, la santé, les fermes familiales, l'économie des municipalités rurales, le secteur récréo-touristique...

La vérificatrice du Canada à l'environnement affirmait déjà en octobre 2002 que nous avons déjà empiété sur les ressources du patrimoine de nos descendants et que ça pourrait prendre plusieurs décennies à se renouveler et ce même si nous arrêtons tout, tout de suite!

Le bassin versant de la rivière Richelieu est considéré par Environnement Canada comme le bassin ayant le plus haut taux de précarité (tableau en annexe D).

L'eau est l'élément essentiel à la vie sous toutes ses formes, elle est irremplaçable, facilement et rapidement polluée, mais très difficile à dépolluer et encore à des coûts astronomiques.

L'eau, à ce titre, appartient à tous.

Nous demandons, à l'instar de la Coalition Eau-Secours que ce bien soit inscrit dans la constitution de notre pays, comme l'ont fait la Belgique et la Hollande.

L'approche par bassin versant n'est pas fonctionnelle parce que les organismes de bassin versant n'ont aucun pouvoir décisionnel et sont sous-financés.

Le COVABAR a d'ailleurs fait une requête auprès du gouvernement pour réclamer des fonds.

Il est aberrant de gaspiller des millions de litres d'eau pour laver les étables. Il est encore plus aberrant qu'au lieu de corriger la situation l'on cherche une technologie qui enlève cette eau une fois qu'on l'a mise dans le lisier!

On nous fait payer pour mettre de l'eau dans le lisier (subventions pour les fosses à lisier) et l'on voudrait de surcroît qu'on paie ensuite pour l'enlever (encore sous forme de subventions!)

Nous tentons de remédier aux troubles engendrés par un certain type de gestion par une gestion encore plus complexe, technologique. **Plus la technologie est puissante et complexe, plus elle est difficile à contrôler et plus les conséquences d'un accident risquent d'être catastrophiques.**

Le couvert forestier, surtout en Montérégie où il se situe en bas de 10% du territoire (30% étant reconnu nécessaire à la survie de l'écosystème!)

- diminue
- est de plus en plus fragmenté
- est de plus en plus jeune
- est de moins en moins diversifié.

« Or on peut résumer la situation actuelle de la disponibilité et de la qualité des sols de la planète en affirmant que les forêts reculent, les déserts avancent, les inondations se multiplient, les sols agricoles disparaissent, la pollution se généralise et la population mondiale s'accroît' .

Comme l'a énoncé David Suzuki lors de son allocution à Montréal dans le cadre de sa tournée pancanadienne : « If you were Prime Minister, what would you do for the environment? » :

« La question n'est pas de savoir si on a les moyens de protéger l'environnement mais plutôt si on a les moyens de ne pas le faire !!! »

Nous ne voulons pas que nos campagnes soient transformées en parcs industriels par l'agriculture, pas plus que par les autres industries. Nous ne voulons surtout pas de cette production porcine industrielle qui partout où elle est passée a détruit l'environnement et les campagnes et semé la zizanie. Nous la refusons, tout comme tous les pays qui ont mis moratoire (Bretagne-France, Caroline-USA, Hollande, Japon, etc.) sur cette production.

NOUS VOULONS :

Le retour à la gestion solide des déjections animales

Que le respect de l'environnement soit assuré par un contrôle constant. En agriculture comme ailleurs, une partie de la population ne respecte pas les lois d'où la nécessité d'une police de l'environnement. Tant qu'il n'y aura pas de police de l'environnement, comme il y a une police de la route et une police tout court, les abus continueront!

Les agriculteurs ont aussi besoin d'être guidé et aidés vers une pratique de conservation.

Que tout le système de subventions et d'aide gouvernementale soit repensé afin de favoriser la conservation plutôt que la surexploitation des sols. Par exemple, le programme de remboursement des taxes qui exige un revenu de 8,00 \$ par 100 \$ d'évaluation municipale encourage une monoculture non souhaitable pour la conservation des sols et ne permet pas de laisser des terres au repos pendant une année.

Que les organismes de bassin versant soient suffisamment financés et qu'ils aient des pouvoirs et qu'on assure leur indépendance contre l'infiltration de l'UPA

Que la loi 54 soit abrogée et que les citoyens, leurs élus municipaux et régionaux récupèrent leur droit de protéger adéquatement leur environnement et leur santé.

CONCLUSION

L'agriculture rentable ne serait-elle pas celle qui nourrit sa population et qui, à moins d'une catastrophique diminution de la population, pourra toujours écouler ses produits puisque toute population a besoin pour survivre de manger. Mais comme on ne peut pas dépasser ce que la population peut manger, le système s'équilibre lui-même. Une agriculture locale qui ne dépendrait pas des fluctuations du marché puisqu'elle ne serait pas sur le marché international. Une agriculture qui préserve la terre, l'eau et les ressources génétiques végétales et animales, ne dégrade pas l'environnement et est techniquement appropriée, économiquement viable et socialement acceptable, selon la perspective de développement durable définie par l'ONU.¹⁸

¹⁸ ONU

ANNEXE A

Agriculture et santé : alerte

Au Québec, la Direction de la Santé Publique de Chaudière-Appalaches a donné l'**ALERTE À DEUX REPRISES**, en 2000 et en 2001, un rapport d'experts ayant conclu que la pollution résultant de la production porcine dans la région de Chaudière-Appalaches en fait, de loin, la région la plus affectée du Québec sur le plan des dommages environnementaux et des risques pour la santé publique.¹⁹

Dans le même document, le ministère de la Santé et des Services sociaux affirme qu'« il est clairement démontré que les activités associées à la production animale entraînent un apport de contaminants dans l'environnement. Les principaux risques à la santé sont reliés à des micro-organismes pathogènes, aux nitrates, aux sous-produits de chloration, aux toxines des cyanobactéries, aux odeurs et aux particules respirables »²⁰.

Ces mises en garde s'appuient sur de très nombreuses études, faites partout dans le monde, spécialement en Europe, et aux États-Unis.

Plusieurs de ces études ont mis en évidence des associations spatiales significatives entre la densité des productions et la contamination des eaux et des sols par les fertilisants, pesticides et agents pathogènes, dont une sur la distribution spatiale et temporelle des infections à *E coli* en Ontario²¹. « Au Québec, une moyenne annuelle de 257 cas ont été déclarés entre 1990 et 1996. L'infection à *Escherichia coli* est responsable d'entérites sévères chez les humains. Cette maladie à déclaration obligatoire peut entraîner l'hospitalisation dans 50% des cas. Elle se caractérise le plus souvent par des diarrhées sanguinolentes et des crampes abdominales. Certaines complications peuvent être très sévères et même entraîner la mort ». (MSSS 2000, p. 12) « La souche virulente de

¹⁹ Gingras Benoît, m.d., *Avis de santé publique portant sur les risques à la santé associés aux activités de production animale en Chaudière-Appalaches*, Régie de la Santé et des Services Sociaux.

²⁰ Ibid.

²¹ Faust, M. A. (1982). *Relationship Between Land-use Practice and Fecal Bacteria in Soils*. Journal of Environmental Quality, **11**(1): 141-146.

Fraser, R. H., P. K. Barten et D. A. K. Pinney. (2000). *Predicting Stream Pathogen Loading from Livestock Using a Geographical Information System-based Delivery Model*. Journal of Environmental Quality, **27**: 935-945.

Gangbazo G., Babin F., Pollution de l'eau des rivières dans les bassins versants agricoles, Vecteur environnement, 23 (4) (2000) 47-57.

Giroux I., Duchemin M., Roy M., *Contamination de l'eau par les pesticides dans les régions de culture intensive du maïs au Québec : campagne d'échantillonnage de 1994 et 1995*, 2nded., Quebec Ministry of Environment, 1997, report : envirodoq : EN970527.

Graczyk, T. K., B. M. Evans, C. J. Shiff, H. J. Karreman et J. A. Patz. (2000). *Environmental and Geographical Factors Contributing to Watershed Contamination with *Cryptosporidium parvum* oocysts*. Environmental Research Section A, **82**: 263-271.

Michel, P., J. B. Wilson, S. W. Marin, R. C. Clarke, S. A. McEwen et C. L. Gyles. (1999). *Temporal and Geographical Distributions of Reported Cases of *Escherichia coli* 0:157:H7 Infection in Ontario*. Epidemiol. Infect., **122**: 193-200.

E. Coli se retrouve principalement dans la viande de boeuf, mais elle est également dépistée dans la viande porcine ». (Gareau et Rasmussen 1997)

On s'inquiète au sujet des modulateurs endocriniens²², suite à diverses observations dans l'environnement : changement de sexe de poissons en rivière polluée, effet sur la reproduction de poissons, oiseaux, mammifères et même de l'homme, effets de certains pesticides organochlorés, réduction du nombre de spermatozoïdes. L'inquiétude touche la qualité de l'eau étant donné la possibilité que ces **modulateurs endocriniens** affectent le poisson, la faune et les humains utilisant de l'eau susceptible d'avoir été contaminée par le ruissellement agricole ou industriel ou encore par des dépôts atmosphériques.

Ces substances sont susceptibles de modifier le fonctionnement d'une partie du système endocrinien et de provoquer des conséquences sur la **reproduction** et le **comportement**. **Les effets peuvent également se manifester sur la descendance de sujets exposés.**²³

On s'inquiète au sujet des risques microbiologiques infectieux et des trente maladies « émergentes » recensées par l'OMS depuis vingt ans²⁴. La plus récente de ces maladies est la pneumonie atypique qui semble se propager rapidement.

On est préoccupé du fait que les élevages intensifs de porcs, ayant une physiologie si semblable à l'homme, apparaissent comme de véritables laboratoires d'où peuvent émerger des mutations de virus grippaux particulièrement virulentes²⁵.

Il est démontré, notamment chez le porc, que ce sont les conditions d'élevage qui créent ces mutations virales. Plutôt que de les mettre en cause, on préfère les avaliser en sollicitant la recherche pour mettre au point de nouveaux vaccins (contre les maladies émergentes du porc et du poulet) voire des animaux transgéniques résistants à ces nouveaux virus (ce qui a été envisagé récemment pour le lapin) !

L'antibiorésistance commence à poser un sérieux problème en médecine. On craint les risques infectieux en raison de transgènes codant des résistances à des antibiotiques utilisés couramment en médecine humaine. Les bactéries, par leurs mini-chromozomes, les plasmides, qui peuvent être copiés et transmis, se transmettent entre elles la « recette » de la lutte contre un antibiotique donné. Comme plusieurs types de bactéries sont maintenant résistantes à plusieurs types d'antibiotiques en même temps, l'antibiorésistance se répand à une grande vitesse²⁶.

²² Exposé de la Société de la Faune et des Parcs du Québec devant la *Commission pour le développement durable de la production porcine*, le 28 octobre 2002.

E. Topp., Agriculture et Agroalimentaire Canada. 2003,03,04.

Sujet aussi abordé dans le film « *La loi de l'eau* », ONF, Canada.

²³ D'après Michel Falcy, Jean-Marie Mur, Florence Pillière, avec Graziella Dornier, Martine Puzin : « *Les perturbateurs endocriniens* », *le point des connaissances sur...* ED 5008, paru dans "Travail et Sécurité" d'octobre 2000.

²⁴ OMS, Rapport annuel 1996.

²⁵ Douzième rencontres européennes sur la grippe et sa prévention, Biarritz, 1998.

²⁶ voir l'article de vulgarisation *Un combat sans merci contre les bactéries*, in La Presse, édition du 21 juillet 2002.

Une autre source d'inquiétude est l'apparition de nouveaux germes à partir des micro-organismes du sol réagissant au contact des plantes transgéniques²⁷.

Le spectre des maladies « à prion », les encéphalopathies comme celles de la vache folle, plane sur toutes les régions d'élevage intensif. Connue depuis longtemps comme la tremblante affectant le mouton, on la retrouve maintenant chez de très nombreuses espèces animales, en passant par le chat domestique, jusqu'au chevreuil de l'Ouest américain!

Des études récentes suggèrent que le porc pourrait être un porteur sain de cette encéphalopathie, c'est-à-dire qu'il peut ne pas avoir les symptômes de la maladie mais peut la transmettre à ceux qui mangeront sa chair²⁸.

Liste des Annexes en documents joints

:

Annexe B : Un homme en colère; démission du Dr. Gingras

Annexe C : Crise du porc: les subventions au banc des accusés

Annexe D : Degré de précarité des milieux naturels par bassin versant du Sud du Québec

Annexe E : Le coût de l'étiquetage des OGM serait surestimé

Annexe F : Chronique d'une pollution annoncée ; mémoire présenté à la *Commission sur le développement durable de la production porcine au Québec*

Annexe G : Méthodologie d'évaluation de l'impact des porcheries industrielles sur les indicateurs du développement durable dans la région du bassin versant du Haut-Richelieu, mémoire présenté à la *Commission sur le développement durable de la production porcine au Québec*

Annexe H : PME agricole en péril?, mémoire présenté à la *Commission sur le développement durable de la production porcine au Québec*

²⁷ Sécurité sanitaire alimentaire : <http://perso.wanadoo.fr/coordination.nationale/legoff1.htm>

Racine, Chantal, *Un combat sans merci contre les bactéries*, La Presse du dimanche 21 juillet 2002.

²⁸ Collinge, John, et al., Proc. Natl. Acad. Sci. USA, vol.97, issue 18, 10248-10253, 29 août 2000.

Andrew F. Hill*, Susan Joiner*, Jackie Linehan*, Melanie Desbruslais*, Peter L. Lantos, and John Collinge*, *Species-barrier-independent prion replication in apparently resistant species*

Proc. Natl. Acad. Sci. USA, Vol. 97, Issue 18, 10248-10253, August 29, 2000